

The background of the image is a complex, abstract composition of overlapping geometric shapes, primarily triangles and polygons. These shapes are filled with a halftone dot pattern, where the density of the dots varies to create different shades of gray, from deep black to bright white. The overall effect is a textured, three-dimensional appearance, reminiscent of a halftone print or a digital halftone effect. The text is overlaid on the upper portion of this pattern.

**VIOLENCES SEXUELLES
EN MILIEU MILITANT :
ALLER VERS
DES RÉPONSES
TRANSFORMATIVES**

CONTENT WARNING

**SANS FAIRE DE RÉCITS DÉTAILLÉS, CETTE BROCHURE
CONTIENT DES MENTIONS D'AGRESSION SEXUELLE,
DE VIOL, DE VIOLENCE ET DE HARCÈLEMENT.**

Cette brochure reflète l'état de ma réflexion au moment où j'en termine la rédaction, en mai 2020.

Il m'a fallu plusieurs mois pour l'écrire, plusieurs mois pendant lesquelles cette réflexion a continué à évoluer et à s'affiner, en grande partie grâce aux nombreux et passionnants échanges que j'ai pu avoir avec un certain nombre de personnes, qui se reconnaîtront et que je remercie d'avoir pris le temps de lire et relire, de me faire part de leurs observations et critiques, de me partager de la documentation...

Mon positionnement n'est toujours pas figé aujourd'hui. Je conçois ce texte comme une base pour susciter des échanges, des discussions, élargir encore la réflexion, et je l'espère, permettre une évolution des regards et les pratiques vis à vis des situations de violences sexuelles.

Il y a près de 2 ans, un ami proche (homme, cis, hétéro), que j'appellerai Martin dans cette brochure, a été accusé par une femme de l'avoir violée à une période où il et elle étaient en relation. Cette accusation n'a pas été portée devant la justice, mais a été dévoilée auprès des milieux militants que nous fréquentions.

J'écris cette brochure pour raconter pourquoi, et de quelle manière, j'ai été amenée à accompagner cet homme dans sa réflexion pour déconstruire ses postures dominantes et tendre vers une vie affective et sexuelle respectueuse et égalitaire.

Il ne s'agit pas d'une méthodologie « clef en main » et je ne me revendique pas experte sur le sujet. Mais il me semble important de partager mes questionnements, les solutions que nous avons adopté et l'analyse que je tire de cette expérience. J'espère que ce document pourra nourrir la réflexion d'autres personnes, qui soit se questionnent sur l'opportunité d'une telle démarche, soit envisagent ou sont en train de mener une démarche similaire, que ce soit en tant qu'agresseur ou comme accompagnant·e.

Avant d'entrer dans le vif du sujet, je tiens à indiquer que j'ai le souci, en rédigeant ce texte, de ne blesser ou heurter personne. Je pense en particulier à des personnes qui auraient été victimes de violences sexuelles.

Ma légitimité à écrire ce texte ne me vient que de cette unique expérience d'accompagnement, et de l'analyse que je fais des documents qui ont nourri ma réflexion à cette occasion. J'ai conscience que de ce fait, il peut paraître très centré sur l'auteur de viol, et donner l'impression de ne pas prendre en considération les besoins et le vécu de la victime.

Je tiens à rappeler que pour moi, la première des priorités, lorsqu'une violence sexuelle est révélée, est de respecter la parole de la victime et tenir compte au plus près possible de ses besoins.

Pour préciser mon positionnement sur cette question, je mets en annexe un texte que j'ai pu écrire à une autre occasion, intitulé « La non-remise en question de la parole des victimes, un positionnement politique indispensable. »

Dans ce cas précis, je n'ai pas été en contact avec la victime, et n'ai pas joué de rôle particulier auprès d'elle, de sorte que je ne pense pas avoir grand-chose à apporter à la réflexion sur ces questions. D'autres en parlent beaucoup mieux que moi.

Il me semble important avant de commencer, d'explicitier les éléments qui vous permettront d'apprécier d'où je parle, puisque mon propos est inévitablement subjectif :

→ Je suis une femme cis, blanche, petite bourgeoise intellectuelle et assimilée hétéro.

→ Ma rencontre avec le milieu militant, et le féminisme, est relativement récente, ce qui fait que quand cette histoire a commencé pour moi, ma connaissance des pratiques militantes était limitée, et mon positionnement idéologique était très incertain. Je le savais et j'ai consacré beaucoup de temps à me former et à m'informer.

→ J'ai rencontré Martin quelques mois avant qu'il soit accusé de viol, mais je ne le connaissais pas encore au moment où il a commis ces faits.

→ Nous étions, et nous sommes toujours ami·e. À l'époque nous nous voyions régulièrement dans le cadre de nos activités militantes et aussi en dehors.

→ Je ne connais pas la victime, j'ignore son identité.

→ J'ai par le passé été victime, dans une relation de couple, de violences répétées, et d'une agression sexuelle dans un contexte de violence, proche d'un viol.

→ Le travail de réflexion que j'ai mené en amont puis avec Martin m'a permis de prendre conscience des nombreuses autres situations vécues, où mon consentement n'a pas été respecté.

→ Mon activité professionnelle m'a conduite, à plusieurs reprises, à accompagner des femmes victimes de violences physiques et sexuelles, mais aussi des auteurs de ces mêmes types d'actes, dans les procédures judiciaires correspondantes.

À l'époque, Martin était (notamment) membre de deux collectifs : l'asso dont je faisais également partie, et un autre collectif. L'accusation de viol a été dévoilée auprès de ce second collectif dont je ne faisais pas partie. Ce collectif en a informé Martin qui a immédiatement fait savoir qu'il ne remettrait pas en cause la parole de la victime, même si lui n'avait pas perçu au moment des faits qu'il était passé outre son consentement, et qu'il se retirait du milieu militant. Notre asso a été informée de ces éléments par

« COMBIEN
DE FOIS
QUATRE ANS »,
BROCHURE
INFOKIOSQUES

UN PODCAST
À SOI,
« JUSTICE POUR
TOUTES »,
PODCAST
ARTE RADIO

« SEXE SANS
CONSENTEMENT »,
DOCUMENTAIRE
INFRAROUGE

un e-mail de ce collectif. Nous n'avions pas de contact direct avec la victime, dont nous ignorions l'identité.

Nous avons alors dû, dans mon asso, réfléchir à la réponse à y apporter. Les discussions se sont essentiellement orientées autour de l'exclusion de Martin, et des modalités pratiques pour permettre de s'assurer qu'il ne fréquenterait plus notre milieu, sans qu'au final aucune décision claire ne soit prise. Nous avons aussi initié quelques réflexions sur la responsabilité collective que nous pouvions porter, qui n'ont pas vraiment abouti non plus.

Le fait de ne pas envisager de proposer à Martin un espace qui lui permettrait de questionner ses comportements ne me satisfaisait pas et j'ai vainement tenté d'amener la réflexion vers d'autres propositions.

C'était la première fois dans mon asso que nous avons à gérer une telle situation. L'autre collectif, celui auprès duquel les faits ont été dévoilés initialement, semblait, d'après les informations dont nous disposions, avoir une réflexion plus avancée et envisager l'accompagnement de la victime comme de l'agresseur. En réalité, aucune proposition de travail de réflexion n'a été faite à Martin par ce collectif.

À l'époque, mon positionnement n'était pas clairement construit idéologiquement. C'est à l'occasion de ces discussions, et parce que j'ai décidé de palier seule, auprès de Martin, à ce manque de solution d'accompagnement, que j'ai pu mener la réflexion que je vais essayer d'exposer dans cette brochure.

Je vais d'abord exposer les raisons pour lesquelles la solution de la mise à l'écart « sèche » ne me convient pas, pour ensuite amener la réflexion sur d'autres manières envisageables de répondre aux violences sexuelles, et expliciter la manière dont Martin et moi nous y sommes pris concrètement.

POURQUOI LA SEULE MISE À L'ÉCART N'EST PAS UNE SOLUTION PERTINENTE

J'ai pu constater, dans les discussions que j'ai eu au sujet de la situation de Martin, ou dans mes lectures, que les violences sexuelles sont tellement perçues comme des comportements extrêmes, violents, rares, que la première réaction vis à vis des personnes dont on sait qu'elles ont commis ce type d'actes, va être de les mettre à l'écart, les montrer du doigt, les stigmatiser.

Je comprends tout à fait que l'émotion puisse nous pousser à avoir de telles réactions, surtout si l'on a été victime, ou proche de victimes de violences sexuelles. J'ai également conscience de ce qu'apporter une telle réponse est une avancée significative dans la prise en compte de la parole des victimes et la visibilisation des violences sexuelles. Pourtant, je crois que de telles réponses sont incompatibles avec le projet politique que nous défendons dans nos milieux, et qu'elles ont des effets néfastes pour la lutte féministe.

DES EFFETS À L'ENCONTRE DES INTÉRÊTS DE LA LUTTE FÉMINISTE

Les violences sexuelles concernent tous les hommes

Depuis que je réfléchis à ces questions, et que j'en parle autours de moi, j'ai pu recevoir des témoignages d'hommes qui n'étaient pas sûrs d'avoir toujours eu des comportements intègres avec leurs partenaires, et de femmes qui me disent avoir subi des rapports sexuels auxquels elles ne consentaient pas, et ce non pas quelques fois, mais de façon récurrente.

J'ai la même impression quand je regarde mon propre parcours. Je pense à toutes ces fois où, à force d'insistance, un homme a obtenu

nu quelque chose qu'au départ je refusais, à toutes ces fois où j'ai dit oui, non pas parce que j'en avais envie, mais pour lui faire plaisir ou pour préserver notre relation. Je pense à toutes ces fois où la culpabilité m'a fait accepter, où je me suis laissée porter, où je n'ai pas osé exprimer mes envies, ou ne me suis même pas posé la question de ce dont j'avais envie. Je ne suis pas sûre d'avoir une seule fois eu une expérience sexuelle hétéro pendant laquelle mon consentement ait été pleinement respecté, du début à la fin.

Ce n'est pas surprenant quand on pense au schéma si répandu du *préliminaires – pénétration — éjaculation*, tellement calqué sur le plaisir des hommes, et inadapté à celui des femmes. Depuis toujours, on nous apprend à mettre de côté nos désirs pour satisfaire ceux des hommes, on l'a intégré. Alors à partir de là, comment parler de consentement ?

J'ai le sentiment que les comportements qui ont été reprochés à Martin sont bien plus répandus que ce que l'on croit. J'ai le sentiment que ce qui le différencie des autres hommes, ce n'est pas tant ce qu'il a fait, mais surtout le fait qu'une victime ait osé en parler.

Les chiffres sur le viol et les agressions sexuelles sont difficiles à interpréter parce que les enquêtes menées sont rares, et parce que leurs résultats dépendent beaucoup de la méthodologie employée, notamment des questions posées. Par exemple, l'emploi des termes « viol » ou « agression sexuelle », renvoyant à un imaginaire particulièrement connoté, aboutit à des résultats assez bas, tandis que lorsque les questions posées concernent des pratiques décrites de manière plus neutre, les chiffres sont bien plus importants :

« Ainsi, si une minorité d'hommes (entre 5% et 13%) admet avoir violé ou tenté de violer en usant de la force physique ou en prenant l'avantage sur une personne ivre ou droguée, il faut également considérer ceux qui déclarent avoir déjà usé de contraintes plus subtiles (insistance, mensonges, menaces de rompre, etc) pour obtenir un rapport sexuel non désiré de la part d'autrui, et qui représenteraient entre 6% et 27% de la population masculine. Enfin, il faut ajouter à ces deux catégories ceux qui n'ont jamais contraint personne à une pénétration sexuelle, mais qui ont commis des attouchements sexuels non désirés, et qui représenteraient entre 10% et 20% de la population masculine. Globalement, selon les études, il apparaît qu'entre 25% et 43% des hommes disent avoir perpétré au moins une fois dans leur vie

« LES FEMMES,
LEURS DÉSIRS,
LEUR PLAISIR,
LEURS
ORGASMES »
ARTICLE DE
NOÉMIE ROBERT
SUR ANTISEXISME.
NET

« INTERACTIONS
SEXUELLES
À COERCITION
GRADUELLE »
ARTICLE DE
NOÉMIE ROBERT
SUR ANTISEXISME.
NET

UN PODCAST À
SOI, « SEXUALITÉ
DES FEMMES,
LA RÉVOLUTION
DU PLAISIR »
PODCAST ARTE
RADIO

EN FINIR AVEC
LA CULTURE
DU VIOL,
NOÉMIE ROBERT
(P. 38)

une agression sexuelle ou une pénétration par la contrainte. Notons que ces chiffres à propos des agresseurs semblent également souffrir de sous-déclaration, davantage encore que ceux sur les victimes.»

Les mythes sur le viol et les agressions sexuelles (qui seraient commis par des inconnus, la nuit dans une rue sombre, et entourés de violence par exemple), nous empêchent de voir l'ampleur et la réalité des violences sexuelles. Nous empêchent à nous femmes de qualifier de violences sexuelles ces « mauvaises expériences », ces « sensations de malaise ». Et empêchent les hommes de prendre conscience qu'ils sont des agresseurs, que leur rapport à la sexualité même a été construit sur un modèle violent et qui nie la possibilité d'un consentement véritablement libre.

Par ailleurs, et même au-delà de la question de l'ampleur des violences sexuelles, il me paraît fondamental d'avoir à l'esprit que les hommes, qu'ils soient agresseurs ou non, profitent tous collectivement, des violences commises par certains d'entre eux. Les violences sexuelles, qui sont exercées par des hommes cis, dans le cadre de relations hétéro ne sont pas que l'affaire de comportements individuels, mais bien l'expression du patriarcat en tant que domination systémique. Les violences sexuelles commises par un homme en particulier sont à la fois le résultat de ce système de domination, et un moyen de le faire perdurer et de renforcer son emprise.

Autrement dit, tous les hommes sont (au moins potentiellement) des violeurs, et lorsque l'un d'eux viole, tous en profitent. Virginie Despentes dit qu'« à chaque fois qu'un mec viole, ça les concerne tous, au sens où c'est leur virilité qui s'assoit là-dessus. Quand ils se trimbalent en ville en maîtres du monde, c'est sur le travail des violeurs qu'il s'appuient ».

Les violences sexuelles sont par conséquent l'affaire de tous les hommes. Tous participent, plus ou moins directement, à leur pénétration, et tous en profitent. Or je crois que pour qu'une réelle évolution ait lieu, nous avons besoin qu'une large part des dominants en prennent conscience et se mettent au travail pour changer leurs représentations.

[Le féminisme a besoin d'une large prise de conscience, y compris par nos oppresseurs](#)

Dans les discussions que j'ai pu avoir avec d'autres féministes autour de moi, au sujet de l'éventuelle mise au travail de Martin, un certain nombre d'arguments m'ont été opposés pour écarter cette idée, comme le sentiment d'incompétence et d'illégitimité à me-

ner ce travail (que je partageais, j'y reviendrai plus tard me concernant) et le fait que l'autre collectif semblait avoir prévu de le faire (ce qui n'a finalement pas été le cas, mais cela ne nous a pas pour autant amené à réouvrir la discussion entre nous sur cette question...).

Je me suis aussi souvent entendue dire que les féministes avaient d'autres combats à mener que d'éduquer leurs oppresseurs, et qu'il appartenait aux hommes qui voulaient être de bons alliés, de se prendre en main tout seuls.

Je défends l'idée que nous avons toutes, individuellement, le droit de refuser d'éduquer les hommes qui nous demandent de les former au féminisme. Et mon propos ne vise bien évidemment pas à pousser des personnes qui ne se sentent pas de le faire, à s'impliquer dans l'accompagnement de personnes ayant commis des violences sexuelles.

Cependant, je n'adhère pas à cette idée que l'éducation des hommes ne relèverait pas de la lutte féministe. Il me semble que vouloir aller vers une société réellement égalitaire implique nécessairement une large prise de conscience, et une large mise au travail, y compris de nos oppresseurs. Il me semble que nous ne pouvons pas faire l'économie de nous impliquer sur ce terrain, d'autant que, comme je l'évoquerai plus tard, laisser les hommes faire ce travail seuls, apparaît particulièrement risqué.

Or, s'agissant spécifiquement des violences sexuelles, si nous voulons que les hommes prennent largement conscience qu'ils font tous partie du problème, si nous voulons qu'ils fassent sérieusement évoluer leurs représentations et leurs pratiques, il est indispensable de les inciter à constater les ressemblances, les points communs qu'ils peuvent avoir avec les personnes identifiées comme ayant commis des violences sexuelles, plutôt que de leur permettre de se distinguer d'eux en les pointant du doigt et en les mettant à l'écart.

« Nous aimons à répéter que les violeurs sont des monstres. Que ces gens sont différents, inhumains. C'est rassurant de se dire que seule une créature épouvantable pourrait faire une chose pareille, et que l'on n'a absolument rien en commun avec un homme qui harcèle, qui agresse ou qui viole. Mais en nous distanciant, nous nous déresponsabilisons. Et nous entretenons le mythe que seul quelqu'un de « dérangé » ou de marginal serait capable de commettre un viol ou une agression sexuelle. Les violeurs ne sont pas des êtres maléfiques et étranges, ni des loups solitaires détachés de la société. (...) Ce qui est

« ARRÊTONS DE
TRAITER LES
VIOLEURS DE
MONSTRES »
MOANA GENEVEY
SUR MÉDIAPART
(16/10/2017)

monstrueux, c'est que je ne connais pas une seule femme qui n'a jamais été touchée, agrippée, caressée, ou embrassée sans son consentement. C'est la place du viol dans notre société qui est monstrueuse. Alors pour nous regarder en face, arrêtons de traiter les violeurs de monstres. »

Envisager, comme seule réponse à la révélation d'une violence sexuelle, la stigmatisation, la mise à l'écart, l'exclusion de nos collectifs, peut avoir pour effet de permettre aux autres hommes, ceux qui n'ont pas fait l'objet d'accusation, de s'en dissocier, de se considérer comme extérieurs au problème.

J'ai d'ailleurs pu constater que certains hommes se saisissaient de cette possibilité de manière particulièrement véhémente, prenant prétexte de soutenir les luttes féministes, pour affirmer, et sans doute s'auto-convaincre, qu'ils étaient différents et n'avaient pour leur part rien à se reprocher. (« Martin, j'veux plus qu'il mette les pieds ici. Ce mec est toxique, il a fait tellement de mal autour de lui. C'est pas quelqu'un de fréquentable ! », me dit ce mec que je connais à peine, d'un ton autoritaire. Manifestement son intention est de me faire comprendre qu'il ne faudrait pas que je le fréquente, et qu'il sait sans doute mieux que moi ce qui est bon pour moi...)

Léo Thiers-Vidal fait le même constat, dans un texte dans lequel il analyse les réactions des hommes dans les milieux de gauche radicale, au sujet de l'assassinat de Marie Trintignant par Bertrand Cantat :

« CULPABILITÉ
PERSONNELLE ET
RESPONSABILITÉ
COLLECTIVE »
ARTICLE DE LÉO
THIERS-VIDAL

« L'absence d'une culture de responsabilité, de retours politiques critiques sur soi - ses pratiques, ses émotions, ses désirs, ses objectifs - toujours justifiée au nom d'une cause considérée seule politiquement légitime permet, entre autres, à ces hommes de construire un sentiment moral de puissance, d'intégrité, d'authenticité individuelles devenues synonymes de capacité à agir politiquement sur le monde. Or c'est précisément parce que l'interrogation féministe - en particulier sur le mode « le privé est politique » - bloque ce sentiment moral d'intégrité et d'authenticité, et qu'elle introduit une perception contradictoire de soi comme entre autres négatif, des-

tructeur, violent et égoïste... que les hommes de gauche refusent majoritairement une lecture politique incarnée des rapports sociaux de sexe. S'intégrer soi à cette lecture comme faisant profondément et structurellement partie du problème semble être vécu comme incompatible avec l'engagement politique radical: on ne pourrait et faire parti du problème et vouloir contribuer à sa résolution. Adopter une perception de soi qui est négative et positive et qui oblige avant tout à déplacer la question vers les pratiques et leurs conséquences politiques sur la vie des autres semble alors devenir synonyme de psychologisation, de dépolitisation, de culture chrétienne/stalinienne de culpabilité - ce qui est paradoxal puisque cette culture de l'irresponsabilité sert précisément à sauvegarder un sentiment moral d'intégrité et d'authenticité.

L'analyse féministe des rapports sociaux de sexe invite en effet les hommes à se percevoir comme faisant profondément parti du problème, comme constituant un obstacle structurel à une société égalitaire. Elle invite les hommes à se percevoir non tant comme des individus mais avant tout comme des membres d'un groupe social, grandement dépourvus d'individualité. La réaction masculine courante à l'interrogation féministe consiste alors à dire: «Oui, mais moi je suis différent. D'ailleurs, je l'ai demandé à ma copine, et moi je ne suis pas comme ça. Je vous l'assure, je fais bien la vaisselle». Un enjeu central d'une lecture anti-masculiniste incarnée des rapports sociaux de sexe consiste alors, à mon avis, bien au contraire à se dire «J'ai beaucoup plus de choses en commun avec Bertrand Cantat que de différent. Les actes meurtriers de Cantat en disent beaucoup plus sur ma façon de vivre et d'agir que je ne veux bien reconnaître». C'est en effet lorsqu'ils acceptent de se percevoir comme partie intégrante d'une réalité sociologique oppressive que les hommes de gauche peuvent commencer - à l'aide des analyses féministes - à interroger cette réalité depuis leur position vécue, puis à transformer leur façon d'agir et celle de leurs pairs. Il s'agit donc de relire leur vécu et leurs pratiques à travers l'hypothèse que ceux-ci relèvent plus souvent de l'oppression que non plutôt que d'effectuer une telle relecture en postulant une rupture qualitative avec «les machos». »

En particulier, l'exclusion de nos collectifs, envisagée comme solution pour rétablir un espace « safe », peut permettre par la même occasion aux hommes dont la présence est acceptée dans ces espaces, de justement se considérer comme ne posant pas problème. Leur permettre de participer à la décision d'exclure l'un d'entre eux parce qu'il a commis une violence sexuelle, peut leur donner également l'occasion d'avoir le sentiment d'être de bons alliés, d'avoir fait leur part pour lutter contre les violences sexuelles, et donc de s'arrêter là.

Je ne rejette pas purement et simplement la solution de l'exclusion. Elle peut bien entendu être indispensable, au moins dans un premier temps, pour tenir compte des besoins de la victime, et permettre un cadre de réflexion plus serein. C'est envisager cette solution comme seule réponse, sans prévoir la mise au travail de la personne ayant commis les violences sexuelles qui ont été dénoncées, mais aussi de tous les autres hommes du collectif, qui ne me satisfait pas. Par ailleurs, concevoir cette solution comme définitive, sans envisager des démarches visant à permettre le retour de la personne qui a été exclue si les conditions le permettent plus tard, est contraire à l'idéal politique que je porte.

**C'EST INCOMPATIBLE AVEC
LE PROJET POLITIQUE QUE JE DÉFENDS**

Lorsque l'on s'interroge sur la réponse à apporter à une situation de violence sexuelle à l'échelle d'un collectif, la solution de l'exclusion peut apparaître envisageable en pratique parce qu'elle peut être mise en œuvre simplement et qu'elle peut sembler répondre au mieux aux besoins immédiats, de protéger la victime, de résorber le trouble que la révélation de la violence sexuelle a pu susciter au sein du groupe, et d'affirmer le caractère inacceptable de ce type de comportement.

Pourtant, il me semble indispensable de s'interroger sur le sens politique du choix d'une expulsion « sèche », qui pour moi ne peut être compatible avec l'idéal que je poursuis, d'une société égalitaire et débarrassée de tout rapport de domination et d'exploitation.

Nombre de travaux sociologiques viennent démontrer que nos comportements sont imprégnés de la socialisation que nous avons reçue, en fonction de notre classe sociale, de notre race, et de notre genre notamment. La société (et donc nous collectivement), porte par conséquent une responsabilité déterminante dans la commission des violences sexuelles.

Or, se contenter d'exclure une personne ayant commis des violences sexuelles, et donc la renvoyer à sa seule volonté individuelle pour faire évoluer ses comportements, revient au contraire à considérer qu'elle est seule responsable des actes qu'elle a commis (et par la même occasion de «laver» la communauté de toute responsabilité), et donc à nier le déterminisme et le rôle des constructions sociales qui ont pourtant été à l'œuvre.

Je ne partage pas cette vision des choses, qui met toujours l'accent sur l'individualisme et la responsabilité personnelle, et donc sur la sanction comme seule réponse à des comportements jugés comme inacceptables.

À l'échelle d'une situation individuelle, celle de Martin que nous avons à réfléchir, il semble que dans l'esprit des femmes avec qui j'en parlais, envisager un accompagnement entrain en contradiction avec la préoccupation première, qui était de tenir compte des besoins de sa victime. Entamer ce travail avec lui revenait à continuer à le fréquenter et lui accorder de la considération, alors que la priorité était de recréer un espace sûr pour sa victime, et lui manifester notre soutien, ce qui impliquait plutôt un mouvement de mise à l'écart, d'expulsion de Martin de nos cercles.

Il y a plusieurs années, j'ai été victime d'une agression sexuelle par un homme avec qui j'étais en couple. Cette agression a été suivie de plusieurs mois pendant lesquels il me harcelait alors que j'avais mis fin à notre relation. Je n'étais jamais tranquille, je craignais sans cesse de le croiser à chaque coin de rue. J'ai fini par déménager pour que le harcèlement cesse. Cinq ans plus tard, je suis revenue vivre dans la ville dans laquelle nous habitions, sans savoir s'il y résidait toujours ou non. Pendant plusieurs mois, j'imaginai sans cesse le croiser à nouveau dans la rue, je croyais le reconnaître dans le visage d'inconnus, il m'a fallu du temps pour me sentir complètement rassurée. Je crois donc savoir ce que peut représenter ce besoin de sécurité, et j'espère qu'on ne me reprochera pas de traiter cette question à la légère.

Malgré tout, dans le cas de Martin, la question ne me semblait pas se poser du fait des décisions qu'il avait prises de lui-même lorsque l'accusation de viol avait été portée à sa connaissance: ne pas remettre en question la parole de sa victime, ne pas chercher à la contacter, quitter le milieu militant, et quitter la ville (d'abord provisoirement, puis il a définitivement déménagé dans une autre ville).

Pour moi, insister en décidant de l'exclure, qui plus est sans sérieusement envisager de lui proposer une quelconque forme de mise au travail, ne me semblait rien apporter de plus en pratique pour la victime (sauf peut-être une utilité symbolique, qui bien sûr peut avoir toute son importance, si elle avait manifesté ce besoin, mais ce n'était pas le cas à ma connaissance), et n'avait donc en réalité pour objectif que de le sanctionner.

Dans les milieux militants que je fréquente, et les situations qui ont été portées à ma connaissance, ces sanctions ont pu prendre la forme d'une mise à l'écart, d'une exclusion, d'une injonction plus ou moins formelle à quitter la ville, d'un refus ou d'une réticence à conserver des liens avec la personne ayant commis des violences sexuelles...

Encore une fois ces sanctions peuvent paraître acceptables à l'échelle d'un collectif, parce qu'on se dit que les conséquences pour la personne ne sont pas si énormes et qu'elle pourra continuer à avoir une vie plus ou moins normale en dehors de ces cercles. Mais il me semble fondamental que, dans la mesure de nos moyens, nous réfléchissions à la cohérence entre les principes et valeurs que nous défendons d'une part, et nos pratiques internes d'autre part.

Or, soutenir comme seule réponse l'exclusion d'un groupe, si nous la généralisons à une échelle plus large, nous mène inévitablement à soutenir qu'il faudrait exclure de la société toutes les personnes ayant commis des violences sexuelles, voire d'autres infractions. Quelle forme prend cette exclusion à l'échelle d'une société? La prison, l'exil forcé comme le pratiquaient les anglais vers l'Australie, la peine de mort?

Pour moi, même si on est bien sûr à des échelles différentes, l'exclusion sans accompagnement, et sans perspective organisée de retour dans le collectif, relève de la même logique que ces solutions répressives, que dans d'autres contextes mes camarades critiquent pourtant de manière très véhémement.

L'exclusion comme seule réponse ne m'apparaît par conséquent ni cohérente avec le projet politique que je défends, ni même rationnellement envisageable, si l'on a bien à l'esprit, comme j'ai déjà pu l'évoquer, que les violences sexuelles sont un problème bien plus répandu que ce qu'on imagine souvent.

Pour moi, il n'y a pas d'autre solution que d'envisager la résolution d'une situation de violence sexuelle en poursuivant l'objectif de maintenir, ou permettre plus tard le retour au sein de la communauté de la personne ayant commis lesdites violences, ce qui revient nécessairement à travailler un retour à un cadre serein et sécurisant pour tout le monde, sans que ni la victime, ni l'auteur n'aient à quitter définitivement le groupe.

Dans cette perspective, on ne peut à mon avis tout simplement pas faire l'impasse sur l'accompagnement des personnes ayant commis des violences sexuelles, pour leur permettre une prise de conscience, et espérer une évolution de leurs représentations et de leurs pratiques.

COMMENT ON FAIT AUTREMENT?

Je souhaite ici aborder des pistes de réflexion tout en ayant conscience que, dans les faits, nos moyens ne nous permettent pas toujours de les mettre en pratique. Cependant, il me semble important de se positionner, à tout le moins idéologiquement sur ces questions, pour tendre vers cet idéal, même s'il peut se trouver des situations où nous n'avons pas d'autre choix que d'apporter une réponse moins satisfaisante.

S'INTÉRESSER AUX NOTIONS DE JUSTICE RESTAURATIVE ET TRANSFORMATIVE

« ACCOUNTING
FOR OURSELVES –
SORTIR DE
L'IMPASSE
AUTOUR
DES AGRESSIONS
ET ABUS DANS
LES MILIEUX
ANARCHISTES »,
BROCHURE
INFOKIOSQUE

« DE LA JUSTICE
EN MILIEU
MILITANT »
ARTICLE SUR
EXPANSIVE.INFO
(19/11/2017)

POUR ELLES
TOUTES. FEMMES
CONTRE
LA PRISON,
GUENOLA
RICORDEAU

Participer dans mon asso à la réflexion sur la réponse à apporter suite à la révélation de ce viol a été l'occasion pour moi de découvrir les notions de justice restaurative, ou transformative, dont les logiques sont bien différentes de celles du système judiciaire que je connaissais via mon activité professionnelle.

Je trouve particulièrement intéressante l'idée que ce mode de gestion des agressions poursuive un triple objectif, à savoir :

→ mettre en sécurité, prendre soin et redonner du pouvoir aux victimes

→ responsabiliser et transformer les auteurs

→ questionner et transformer les conditions, au sein de la communauté, qui ont permis ou facilité la commission de l'agression. Cette conception de la justice me parle beaucoup en ce qu'elle envisage la résolution de situations qui mettent en danger la cohésion de la société en tenant compte tant de l'aspect individuel que du contexte collectif ayant concouru à la réalisation des faits.

Je vais essayer ici de reprendre chacun de ces trois objectifs, d'exposer comment il en a été tenu compte dans mon asso, et ce qui selon moi aurait pu être amélioré.

Ne pas parler à la place de, et redonner du pouvoir aux victimes

Il se trouve que les discussions que nous avons eu au sein de mon asso se sont principalement concentrées sur le premier de ces objectifs, à savoir tenir compte des besoins de la victime de Martin.

Cet objectif est bien entendu fondamental, et doit primer en terme de temporalité puisqu'il est question, avant tout, de palier à l'urgence de faire ce qui est à notre portée pour que la victime puisse traverser cette épreuve le moins mal possible. Or, dans notre cas, la personne qui avait dénoncé ces violences sexuelles n'était pas membre de notre asso, nous ignorions son identité et n'avions pas de contact direct avec elle.

Nous lui avons donné la possibilité de nous faire connaître ses besoins si elle le souhaitait, en passant par l'intermédiaire de l'autre collectif concerné par cette affaire. Elle ne nous a pas répondu, ce qui est bien entendu son droit et un choix tout à fait légitime.

Sans ces informations, il me semblait difficile de supposer quels pouvaient être les besoins de cette personne, et de justifier nos décisions par la nécessité de tenir compte de ses intérêts. Les discussions entre nous ont pourtant beaucoup tourné autour de ces questions : exclure Martin pour répondre au besoin de sa victime de se sentir soutenue, pour lui assurer un cadre « safe » dans l'hypothèse où elle souhaiterait rejoindre notre asso ou participer à nos événements... Plus généralement, répondre au besoin de toutes les personnes qui ont pu être victimes de violences sexuelles, en leur garantissant de ne pas courir le risque de « croiser un violeur » dans nos cercles...

Ce genre de raisonnement me paraît problématique en ce qu'il vient essentialiser les personnes qui ont été victimes de violences sexuelles, les réduire à leur seule qualité de victime, nécessairement traumatisée par ce qu'elles ont vécu, et leur imputer des besoins et des réactions qui seraient toutes similaires.

Entre ces suppositions hâtives, et la non-prise en compte de la parole des personnes victimes (puisque l'on connaît déjà leurs besoins, pas nécessaire de le leur demander), il n'y a qu'un pas, que la justice d'État me semble avoir déjà franchi tant les victimes n'ont, devant les tribunaux, qu'un tout petit espace pour s'exprimer sur la condamnation de leurs agresseurs.

Or, j'ai pu dans mon activité professionnelle rencontrer des personnes victimes qui pouvaient exprimer des besoins très divers.

« LES FEMMES,
LEURS DÉSIRS,
LEUR PLAISIR,
LEURS
ORGASMES »
ARTICLE DE
NOÉMIE ROBERT
SUR ANTISEXISME.
NET

« INTERACTIONS
SEXUELLES
À COERCITION
GRADUELLE »
ARTICLE DE
NOÉMIE ROBERT
SUR ANTISEXISME.
NET

UN PODCAST À
SOI, « SEXUALITÉ
DES FEMMES,
LA RÉVOLUTION
DU PLAISIR »
PODCAST ARTE
RADIO

Certaines souhaitent ne plus avoir affaire à leur agresseur, mais d'autres par exemple cherchaient à conserver le lien, ou à se confronter à lui. Toutes ces réactions peuvent être légitimes, et nous n'avons pas à porter de jugement dessus. Or, supposer qu'une personne qui a été victime de violence sexuelle doit naturellement vouloir éviter le contact avec son agresseur, ou avec toute autre personne ayant commis des violences sexuelles, revient à porter un tel jugement, et à considérer comme « anormales » des réactions différentes.

Ayant été moi-même victime d'une agression sexuelle, et étant restée en contact avec Martin, il m'était particulièrement désagréable, pendant ces réunions, d'entendre d'autres parler à ma place, en soutenant qu'il était important pour les femmes qui auraient subi des violences sexuelles et qui fréquentaient nos événements, de s'assurer qu'elles n'aient pas à croiser un violeur.

La société s'attend à ce que, lorsqu'on a subi une violence sexuelle, on soit traumatisée, abattue, pour longtemps... Et si ce n'est pas le cas, alors c'est peut-être qu'au fond on a voulu ce qui nous est arrivé? Virginie Despentès explique qu'après le viol collectif qu'elle a subi adolescente, elle a mis des années à se reconnaître victime, parce qu'elle n'avait pas le sentiment que ce qu'elle vivait et ressentait correspondait à ce qu'on attendait d'une victime, et qu'il en a découlé pour elle beaucoup de culpabilité et de honte.

Parler à la place des personnes victimes, faire des suppositions sur leur façon de vivre les choses et sur leurs besoins, revient à nier la diversité des situations vécues, à les réduire au silence, et sans doute dans certains cas, à accroître leur difficulté à dévoiler une situation de violence sexuelle, ou leur difficulté à la surmonter puisque leurs besoins réels ne seront pas pris en compte.

Je considère par conséquent que pour réellement tenir compte des besoins d'une personne ayant subi une violence sexuelle, il faut lui donner la possibilité, si elle le souhaite, d'exprimer vraiment ses besoins, et arrêter de faire des suppositions qui reviennent à des jugements de valeurs.

Si on lui a réellement offert un espace de parole libre, et qu'elle ne s'en est pas saisie, alors n'essayons pas de remplir le vide. Contentons-nous de constater qu'on n'est pas en position d'aller plus loin en ce qui concerne la prise en compte des besoins de la victime, et occupons nous des deux autres niveaux d'intervention que nous suggère la justice transformative!

Questionner notre responsabilité collective

Au sein de mon asso, il y a eu quelques initiatives pour questionner le troisième de ces objectifs de la justice transformative: notre responsabilité collective relative aux violences sexuelles.

Nous avons organisé l'arpentage du livre *Éducation populaire et féminisme*, et avons tenté de mener un début de réflexion sur la création d'une culture commune, à notre asso et aux collectifs amis, en matière de traitement de ce type de situation... Ces initiatives n'ont malheureusement pas été menées à leur terme.

Il me semble que le fait que Martin ait quitté nos cercles, et que nous n'ayons pas organisé collectivement sa mise au travail, a contribué à la démobilisation sur cet aspect de la réflexion. Il est toujours difficile de se regarder en face et de se questionner sur notre responsabilité dans la commission de tels faits. La mise à l'écart pure et simple de l'agresseur est une solution facile pour ne plus y penser...

Sans doute que focaliser, comme je l'ai expliqué, sur la nécessité de tenir compte des besoins de la victime, alors même que nous ne les connaissions pas, nous a aussi servi collectivement à éviter de nous poser cette question de notre responsabilité collective, tout en satisfaisant notre besoin d'avoir le sentiment de ne pas traiter cette situation à la légère.

Je regrette que nous n'ayons pas encore saisi cette occasion pour tenter de modifier plus en profondeur nos pratiques, dans le but d'éviter que d'autres agressions de ce type surviennent, et si c'était le cas, d'être en mesure d'y répondre de manière plus adaptée pour tout le monde.

Je tiens à préciser que je me considère en partie responsable de cet état de fait, puisque faisant partie de ce collectif qui n'est pas allé au bout de cette réflexion, et parce que j'ai moi-même, à certains moments, été démotivée et n'ai pas persévéré dans cette voie autant qu'il l'aurait fallu. Je serais heureuse de pouvoir participer à la reprise d'une réflexion collective sur ces questions.

La nécessaire implication des féministes dans l'éducation des personnes ayant commis des violences sexuelles

En ce qui concerne le deuxième objectif, celui de responsabiliser et transformer l'auteur, aucune proposition concrète n'a été faite, ni dans mon asso ni dans l'autre collectif qui avait été concerné par ces faits.

Pour toutes les raisons que j'ai déjà évoqué dans cette brochure, cette absence de solution ne me satisfaisait pas, et j'ai cher-

*ÉDUCATION
POPULAIRE
ET FÉMINISME.
RÉCIT D'UN
COMBAT (TROP)
ORDINAIRE.
ANALYSES
ET STRATÉGIES
POUR L'ÉGALITÉ,
OUVRAGE
COLLECTIF*

ché à palier seule à ce manque, en proposant à Martin de travailler ensemble. Je reviendrai un peu plus loin sur la manière dont nous avons organisé ce travail.

Je tenais ici à revenir sur un argument que j'ai régulièrement pu entendre, lorsque je parlais avec mes camarades féministes, de la mise en place d'un espace de travail pour Martin. Elles me disaient qu'elles avaient d'autres combats à mener, et que si nos oppresseurs voulaient s'éduquer, ils n'avaient qu'à se mettre au travail tout seuls.

Comme je l'ai déjà dit, je défends l'idée que nous avons toutes, individuellement, le droit de refuser d'éduquer les hommes qui nous demandent de les former au féminisme. Et mon propos ne vise bien évidemment pas à pousser des personnes qui ne se sentent pas de le faire, à s'impliquer dans l'accompagnement de personnes ayant commis des violences sexuelles.

Cependant, si les féministes désertent ce terrain, le risque est de voir des hommes, même de bonne volonté, ne pas parvenir à se mettre au travail seuls, ou ne pas le faire suffisamment en profondeur. Le risque si l'on transmet aux hommes le message qu'ils doivent se prendre en main sans nous, est aussi de voir se développer des espaces non-mixtes, d'hommes cherchant à déconstruire leurs masculinités.

Cette option peut à première vue paraître plus propice à un travail constructif à certains égards: elle facilite peut-être l'établissement d'un cadre de confiance et de non-jugement, qui libérerait la parole, et peut par conséquent apparaître intéressante pour des hommes en recherche d'espace de réflexion.

Pourtant je suis convaincue que la non-mixité entre hommes (comme la non-mixité entre dominant-es de manière générale) reste particulièrement dangereuse, qu'elle peut mener à ce qu'ils ne s'obligent pas, par facilité ou parce qu'une partie de la réalité leur échappe, à voir vraiment les choses en face, ou qu'ils s'approprient cet espace au contraire pour renforcer leurs logiques dominantes. Léo Thiers-Vidal, qui a fréquenté des espaces de non-mixité entre hommes, auxquels il croyait vraiment au début, fait le constat d'un certain nombre de dérives, notamment la tendance des hommes, dans ces espaces, à se valoriser en tant que bons alliés, ou à se victimiser en exprimant leurs difficultés à changer d'attitude ou leurs états d'âme lorsqu'ils prennent conscience qu'ils ont des comportements problématiques...

L'écoute du podcast *Des hommes violents*, de France Culture, me semble également assez parlante quant aux limites d'un travail de réflexion entre hommes. Le journaliste a assisté à un stage de réflexion, auquel des hommes violents étaient obligés de participer, par décision de justice. Le constat est assez frappant de l'inef-

*RUPTURE
ANARCHISTE ET
TRAHISON
PRO-FÉMINISTE,
DE LÉO THIERS-
VIDAL, EN
PARTICULIER
LE TEXTE « DE LA
MASCULINITÉ
À L'ANTI-
MASCULINISME:
PENSER LES
RAPPORTS
SOCIAUX DE SEXE
À PARTIR D'UNE
POSITION SOCIALE
OPPRESSIVE. »*

*DES HOMMES
VIOLENTS,
PODCAST FRANCE
CULTURE*

ficacité de ce travail : les hommes se saisissant de cet espace pour renforcer leur sentiment d'être des victimes d'un système judiciaire, qui les aurait condamné pour rien ou si peu, et des femmes qui les auraient provoqué, et joueraient les victimes par vengeance. Le seul témoignage un peu plus encourageant, dans le dernier épisode de ce podcast, est celui d'un homme qui raconte qu'après chacune de ces séances de travail, il en rediscutait avec sa compagne, et que ce sont ces discussions qui lui ont permis de réellement prendre conscience de ses comportements, et de s'imprégner de réels changements de perception des choses.

Je pense donc que la présence de femmes dans ces espaces est fondamentale. Cependant ça ne résout pas tous les problèmes. Notre socialisation en tant que femmes nous conduit à être à l'écoute et dans le soin, ce qui peut faciliter la libération de la parole, mais peut aussi nous empêcher de nous rendre compte de certains biais dans la réflexion.

Par exemple avec Martin, j'ai pris conscience à un moment de notre travail que nos échanges tournaient beaucoup autour de lui, de ses réflexions, de ses émotions, et qu'on avait moins discuté des conséquences que ses actes pouvaient avoir eu sur sa victime, ou de manière générale des conséquences des violences sexuelles sur les personnes qui les subissent. Même si dans la documentation sur laquelle nous appuyions notre travail, il y avait matière à réflexion de ce point de vue, et même s'il avait exprimé plusieurs fois le fait qu'il avait été touché par ces éléments-là, nos échanges avaient été moins approfondis. Léo Thiers-Vidal met en lumière cette forme d'androcentrisme (mode de pensée, conscient ou non, consistant à envisager le monde uniquement ou en majeure partie du point de vue des hommes). C'est d'ailleurs la lecture de l'un de ses textes qui m'a permis de me rendre compte de ce biais, et d'en discuter avec Martin.

Je pense donc qu'il est indispensable, pour les femmes qui accompagnent, d'avoir des moyens de prendre le recul nécessaire pour pouvoir avoir une analyse en cours de travail, de ce qui s'y passe. La meilleure solution est sans doute de pouvoir en échanger avec une autre personne, ou d'être à plusieurs à mener un tel accompagnement. Je n'ai pas vraiment eu cette possibilité, et j'ai cherché d'autres solutions, comme prendre des notes après nos séances de travail, les relire plus tard, me référer aux écrits d'autres personnes qui analysaient leurs propres pratiques...

À mon sens, les mouvements féministes ont beaucoup à gagner à réfléchir et organiser collectivement des espaces de réflexion à destination des hommes, ceux dont on sait qu'ils ont commis des violences sexuelles, mais aussi tous ceux qui manifestent l'intention d'avoir une réflexion sur leurs comportements.

LES ÉCRITS DE
LÉO THIERS-VIDAL
DÉJÀ CITÉS

« JOUR APRÈS
JOUR »,
BROCHURE
INFOKIOSQUES

Est-ce que je suis la bonne personne ?

J'ai beaucoup hésité avant de proposer à Martin de faire ce travail ensemble. Je m'interrogeais d'une part sur mes compétences, et d'autre part sur ma place dans ce travail, du fait de notre amitié.

Je crois que ce qui m'a décidé à le faire, c'est surtout le fait que rien d'autre ne lui était proposé et que cet état de fait ne me satisfaisait vraiment pas. Je me disais que ce serait « mieux que rien », même si ce n'était pas idéal. Au début je me disais que cet accompagnement se limiterait peut-être à une simple mise au travail, et à la recherche d'un autre cadre pour qu'il puisse poursuivre dans de meilleures conditions.

Ce n'est qu'en préparant vraiment notre réflexion, et ensuite en commençant à la mener ensemble, que je me suis progressivement rassurée sur ces deux points.

J'ai d'abord beaucoup lu, écouté, regardé des vidéos. J'avais besoin d'engranger de la théorie pour me sentir légitime à parler de ces questions. Et, je ne m'y attendais pas, mais cette théorie a raisonné fortement avec mon vécu personnel. J'ai pris conscience du fait que j'avais plus souvent que je ne le pensais été victime de violences sexuelles, et que je tirais ma légitimité aussi de là.

Pour ce qui est de notre relation d'amitié, je la voyais au début comme un frein à une discussion vraiment constructive. Je craignais d'avoir à certains moments du mal à poser un regard distancié et critique sur nos échanges. C'est aussi ce qui a pu m'être opposé par les personnes auxquelles je parlais de ce projet d'accompagnement, et aujourd'hui j'ai du mal à savoir si mes inquiétudes à ce sujet venaient vraiment de moi, ou si elles étaient surtout suscitées par ce mélange entre les réticences des personnes auxquelles j'en parlais, et ce sentiment d'illégitimité, d'incompétence, que je connais bien de manière générale, du fait de ma socialisation en tant que femme.

Il se trouve que je me suis aperçue au fil de notre travail ensemble que celui-ci nécessitait au contraire une relation de confiance, un cadre serein, et que notre relation permettait des échanges profonds, d'aller au bout des choses, d'éviter au maximum les non-dits. Je ne prétends pas que cela puisse être le cas dans toutes les relations amicales, mais je pense qu'un lien d'amitié ne disqualifie pas a priori la qualité du travail qui peut être fait dans ces conditions. Je pense que les choses méritent d'être tentées, et que c'est à chacun-e d'apprécier comment il ou elle se sent pour mener cette réflexion avec une personne proche.

Je profite d'ailleurs de l'occasion pour exprimer le fait que j'ai les mêmes inquiétudes au sujet de l'accueil que vous pourrez faire de cette brochure. Je ne doute pas que certain-es d'entre vous qui me lisez, qui peut-être aviez jusque là un positionnement différent sur la question, pourriez être tenté-es de vous dire que je suis nécessairement influencée par ma relation d'amitié avec Martin, et que les raisonnements que je développe n'ont de ce fait qu'une moindre valeur.

J'espère, parce que vous êtes féministe ou allié, que vous saurez faire la part des choses entre ce sentiment et l'analyse théorique que vous ferez de mon propos, et que vous saurez mettre à distance l'idée que, parce que je suis une femme, je serais nécessairement plus facilement influençable, ou gouvernée par mes émotions, que capable d'avoir une réflexion construite, même sur un sujet qui me touche de près.

Méthodologie utilisée

Je pense que Martin s'est lui aussi posé la question de savoir si j'étais la bonne personne avec qui entreprendre ce travail de réflexion. Quand j'ai commencé à aborder la question, il m'assurait être très motivé pour faire ce travail, mais ne pas voir comment il pourrait se mettre en place avec moi. Il mettait en avant le fait que nous ne vivions plus dans la même ville et que ça risquerait d'être compliqué sur le plan matériel. Je pense aussi qu'à ce moment-là, il n'était pas encore tout à fait prêt à se mettre au travail. Pour moi, il a été important d'attendre qu'il soit tout à fait disponible (matériellement et moralement) pour engager cette réflexion, et d'être sûre qu'il était vraiment motivé et prêt à s'y investir pleinement.

Lors de l'une de nos discussions, alors que nous n'avions pas encore vraiment décidé d'engager ce travail ensemble, je lui ai conseillé d'écouter l'épisode «Un autre homme est possible», d'Un podcast à soi, qui aborde la question de la déconstruction des masculinités, d'un point de vue plutôt optimiste, et dans lequel on entend notamment le témoignage d'un homme qui dit avoir pris conscience qu'il a été un violeur, et qui explique le travail de réflexion qu'il a mené. Je crois que l'écoute de ce podcast a été décisive pour permettre à Martin d'envisager vraiment de s'engager dans ce travail de réflexion. Je pense que c'est un bon point de départ, pour susciter la mise au travail d'une personne qui exprime sa motivation mais aurait des difficultés ou une appréhension à s'y mettre réellement.

Lorsqu'une violence sexuelle est dénoncée, on peut avoir un sentiment de gravité et d'urgence à réagir. On peut attendre de l'agresseur qu'il se mette au travail vite, qu'il prouve de cette manière qu'il a conscience de la gravité de ses comportements. Pourtant, il me semble important de ne pas précipiter les choses de ce point de vue

UN PODCAST À
SOI, « UN AUTRE
HOMME EST
POSSIBLE »,
PODCAST ARTE
RADIO

là. D'abord, dans un premier temps, la priorité est sans doute de s'assurer qu'il est répondu aux besoins de la victime. Et puis du côté de l'auteur, pour qu'un travail efficace puisse être fait, il faut qu'il se trouve dans des conditions matérielles satisfaisantes (Martin par exemple est resté plusieurs mois sans avoir vraiment de logement fixe parce qu'il avait quitté la ville dans la précipitation), et que la tension des premiers moments ait pu au moins un peu retomber. Dans le cas de Martin, quelques mois ont passé avant qu'on se trouve dans de bonnes conditions pour pouvoir se lancer.

En attendant, j'ai créé un espace en ligne (sur Framanotes), me permettant d'y regrouper des notes écrites, des liens, des documents PDF.. et de les organiser en catégories. À ce moment-là, je n'avais pas encore une vision précise du contenu et de la manière de mener notre travail, je me contentais de regrouper les documents que j'avais pu consulter sur les derniers mois et qui me semblaient pertinents.

Nous avons discuté et défini ensemble les conditions matérielles d'organisation de ce travail de réflexion. Il me semble important d'en discuter ensemble, de l'adapter aux situations et aux contraintes de chacun-e. En ce qui nous concernait, nous avions comme inconvénient la distance géographique, qui nous a obligé à nous organiser à distance (nous n'avons pu nous voir physiquement qu'une fois au cours de ce travail de réflexion), mais comme avantage le fait que nous étions tous les deux assez disponibles, ce qui a permis à Martin d'y consacrer un temps assez conséquent, chaque semaine, pendant 6 semaines.

Nous nous sommes donc appuyé sur les documents que j'avais regroupé sur le Framanotes, et que j'avais classé en 5 catégories. Chaque semaine, Martin devait étudier les différents documents regroupés dans l'une de ces catégories, et nous fixions un rendez-vous téléphonique pour en discuter. Il y a 5 catégories mais le travail a été étalé sur 2 semaines pour l'une de ces catégories, ce qui nous a amené à un travail sur 6 semaines.

En fin de chapitre, voici les documents sur la base desquels nous avons travaillé. Ce ne sont bien sûr pas les seuls, beaucoup d'autres sources pourraient être ajoutées à cette liste, mais elle peut sans doute constituer une base de réflexion aux personnes qui souhaiteraient engager un travail similaire.

Chaque semaine, nous avons donc une discussion au moins d'une heure, sur les réflexions auxquelles nous amenaient ces documents, sur la manière dont ils résonnaient sur nos vécus, ce qu'ils changeaient pour nous. Je me suis prêtée à l'exercice autant que Martin, ce qui nous permettait de confronter des réalités différentes, et de prendre conscience de nos perceptions et nos repré-

sentations genrées. Je peux dire que ce travail de réflexion et ces discussions m'ont aussi beaucoup apporté et m'ont permis d'aborder ma sexualité et mes relations affectives sous un jour différent.

Après chaque rendez-vous téléphonique, je prenais des notes sur les échanges que nous avons eu, et sur les réflexions que cela m'amenait a posteriori, ce qui me permettait parfois de revenir sur certains points à la séance suivante.

Globalement, j'ai le sentiment que nous sommes parvenu·e à aller bien plus loin dans ce travail de réflexion que je n'imaginai au départ, et nous nous accordons, Martin et moi, pour dire qu'il a constitué un tournant dans la déconstruction de nos représentations genrées et hétéronormées, nous amenant tous les deux à avoir un rapport nouveau à la sexualité et aux relations affectives.

Aujourd'hui, un an après avoir terminé cette réflexion, nous avons tous les deux conscience que ce travail n'est pas terminé, et qu'il ne le sera sans doute jamais complètement, ni pour lui ni pour moi d'ailleurs. Nous continuons toujours, même si c'est de manière plus informelle, à échanger régulièrement sur nos réflexions et nos questionnements, et à se partager de la documentation. Notre réflexion s'élargit, sur le consentement de manière générale, et pas seulement dans le cadre de relations affectives ou sexuelles, sur les modèles de relations de couple ou de famille, sur l'hétéronormativité...

Je ne tiens pas à détailler de manière trop précise le contenu des réflexions que nous avons eu avec Martin, notamment parce que j'ai le sentiment que c'est quelque chose qui nous appartient, et qu'il me semble important de ne pas trop influencer la réflexion que pourraient avoir d'autres personnes, pour que chacun·e puisse faire ses propres découvertes, trouve ses propres solutions (qui ne seront peut-être pas les mêmes que les nôtres). Parce que chaque vécu, chaque expérience est nécessairement singulière et située.

Malgré tout, je peux dire que ce travail de réflexion nous a conduit·e à prendre conscience du fait que la question du consentement se pose de manière bien plus large et plus complexe que ce que laisse voir la problématique des violences sexuelles telle qu'elle est consensuellement abordée.

Notre réflexion partait au départ d'une situation décrite comme un viol par la personne qui l'avait dénoncée, mais que Martin n'avait pas initialement appréhendé comme telle: même s'il n'a à aucun moment remis en cause la perception de sa victime, et donc la qualification de viol, lui n'avait pas, sur le moment, perçu qu'il était passé outre le consentement de sa partenaire.

Cette situation de départ nous a nécessairement amené à nous questionner sur ce qu'était le consentement, sous quelle forme il était exprimé ou non, comment il était perçu, compris par

l'autre, de quelle manière nos comportements peuvent avoir une incidence sur la possibilité pour l'autre d'exprimer ou non son consentement, de quelle manière nos constructions sociales influent nos comportements et notre capacité à consentir...

Ces questions nous ont amené à prendre conscience de l'importance des non-dits, du «non verbal», et de l'influence des scripts hétéronormés, qui dirigent notre perception des relations affectives et sexuelles. Ces scripts qui veulent par exemple que les hommes soient plutôt actifs et les femmes plutôt passives, qu'un homme soit « toujours partant » pour une relation sexuelle, qu'une femme soit « assez libérée mais pas trop »... Et globalement cette idée que l'attraction sexuelle, la drague, le sentiment amoureux... tout ça relèverait de l'ordre de ressentis, d'évidences (pas toujours si évidentes en fait), on « le sent », « ça ne s'explique pas », et donc on ne pose pas de mots dessus.

Pourtant, ces non-dits laissent une marge d'interprétation nécessairement subjective et donc d'erreur, et sont le lieu de l'exercice de rapports de domination.

TROUBLES
DANS LE
CONSENTEMENT
DE AURÉLIA
BOUCHERIE

Les violences sexuelles et toutes ces « zones grises », ces situations qu'on a du mal à qualifier de violences sexuelles mais où la question d'un consentement réel se pose, sont le résultat de ces constructions sociales dans un système patriarcal et hétéronormé. Soit les rapports de domination sont reproduits, consciemment ou non, dans les relations interpersonnelles, soit ces constructions sont de toute façon intériorisées de telle manière que le consentement ne peut pas être exprimé de manière libre et éclairée.

Nous avons entrepris, Martin et moi, de déconstruire les représentations patriarcales et hétéronormées qui dirigent notre manière d'appréhender nos relations affectives et sexuelles. Ce qui passe par une prise de conscience et une analyse des situations vécues, en ce qu'elles ont de plus ou moins problématique, de plus ou moins révélateur de ces mécanismes à l'œuvre. Nous avons ces représentations patriarcales en commun, mais qui s'exprimaient de manière très différente dans nos vécus et nos perceptions. Confronter ces différences nous a permis de les mettre en lumière de manière d'autant plus flagrante. Il ne me semble pas possible de dire un jour que ce travail réflexif sera terminé. C'est une vigilance que nous essayons de maintenir, dans le regard que nous portons sur nos relations passées et celles que nous entretenons depuis le début de ce travail de réflexion.

Déconstruire, au début, a pu être assez déstabilisant, pour Martin comme pour moi: si nous devons faire table rase, oublier ce qui nous servait de repères jusqu'à présent, par quoi les remplacer? Il fallait mobiliser d'autres imaginaires, d'autres outils, d'autres pratiques, que celles hégémoniques auxquelles nous

donnent généralement accès la culture et les médias. Heureusement des ressources existent, même si elles sont plus difficiles à trouver, et ces ressources ont pu constituer la base dont nous avons besoin à cette « reconstruction » (voir notamment dans le tableau, la partie « Pistes pour du bon sexe »). Ce travail-là non plus n'est pas terminé : s'approprier de nouvelles manières de faire, en inventer d'autres, s'adapter, tout ça demande du temps et nous en discutons encore souvent.

À ce sujet, nous nous heurtons tous les deux à la difficulté de mobiliser ces pratiques avec des personnes qui n'ont pas mené, ou ne sont pas allées aussi loin dans ce travail de réflexion, qui n'en comprennent pas l'intérêt ou qui les trouvent « bizarres », « pas naturelles », comme par exemple le fait de verbaliser ou de poser des questions, ou de ne pas envisager la pénétration vaginale comme un « passage obligé ».

On peut même parfois se retrouver dans des situations où, en voulant établir un cadre pour des relations les plus égalitaires possible, on crée en fait involontairement une autre forme d'oppression. Un homme à qui j'avais parlé de ma démarche de repenser ma sexualité a pu par exemple me dire qu'il n'était pas à l'aise et que ça l'intimidait.

Face à ces difficultés, nous avons tous les deux je crois, à certains moments, envisagé de renoncer à avoir des relations hétéro, ou à tout le moins à les limiter à des personnes déjà conscientisées sur ces questions, qui comprendraient et adhéreraient à notre démarche.

Nous avons aussi tous les deux, même si c'est de manière différente, été confronté·es à la difficulté d'utiliser ces nouveaux outils, ces nouvelles pratiques, dans certaines situations.

Je me suis vue accepter un rapport sexuel que je ne désirais pas, et être pleinement consciente de ma difficulté à y mettre fin. Sans doute que vivre cette expérience aujourd'hui, en étant consciente de ce qui était en train de se passer, a été plus difficile pour moi que lorsque ça arrivait avant d'avoir mené ce travail de réflexion. Mais ça m'a permis d'identifier les mécanismes à l'œuvre et d'avancer. Ça m'a permis aussi d'en parler avec la personne concernée et de l'amener, je l'espère, à avoir une réflexion sur des comportements individuels qu'il ne semblait que peu questionner jusque là, alors qu'il était intéressé et formé au féminisme.

Martin, de son côté, a été amené à se questionner sur l'efficacité réelle de ces outils pour mettre en place un cadre qui favorise un consentement le plus libre possible de sa partenaire. Est-ce ça dont elle a besoin ? Est-ce suffisant ? Comment être sûr qu'elle consent vraiment ? Et si on ne peut jamais être complètement sûr, à quoi bon ?

En fait, je crois que nous nous trouvons confronté·e aux limites de ce qui peut être fait à titre individuel. Tant que nous vi-

vons dans une société patriarcale et hétéronormée, il est illusoire d'espérer des relations sexuelles totalement libres et égalitaires, nous ne pouvons que faire de notre mieux pour tendre vers cet idéal.

Dans l'épisode « Sexualité des femmes – la révolution du plaisir », d'Un podcast à soi, Charlotte Bienaimé conclue en donnant la parole à trois femmes :

« LE PLAISIR
FÉMININ »,
DOCUMENTAIRE
DE NINA FAURE

—
NOS CORPS,
NOUS-MÊME,
OUVRAGE
COLLECTIF.

« Tant qu'il y aura des rapports inégalitaires entre les sexes dans la société, que ce soit au niveau de l'engagement politique, de la responsabilité, de la répartition des tâches, des écarts de salaires etc, on retrouvera des rapports de domination dans la sexualité. Je crois que c'est un leurre de penser qu'il suffirait de faire une superbe éducation à la sexualité. » Nathalie Bajos, sociologue.

« Le jour où on arrivera à penser que l'altérité ne se définit pas par la différence de sexe, homme/femme, masculinité/ féminité, on déconfigurera les scénarios culturels, les imaginaires sociaux, et donc la sexualité. » Nina Faure, réalisatrice.

« Pour moi ça passe par des luttes féministes, collectives et sur d'autres terrains que la sexualité. Et je crois qu'aujourd'hui on oublie à quel point le fait de se mettre collectivement en mouvement, de rejoindre d'autres personnes dans la lutte, c'est en soi quelque chose qui transforme notre rapport au pouvoir. » Yéléna Perret, réalisatrice.

Ce qui m'amène à me dire que la suite logique à ce travail de réflexion, pour moi, est de le faire exister hors de la sphère individuelle. J'espère que ce texte nourrira des réflexions collectives, auxquelles je serais heureuse de pouvoir participer. J'espère que d'autres se l'approprieront, l'amélioreront, le dépasseront...

J'espère aussi - même si je sais que pour tout un tas de raisons ce n'est pas envisageable pour l'instant - qu'un jour, Martin, et d'autres hommes qui ont pris conscience de leurs comportements, trouveront aussi une manière de contribuer à cette réflexion collective. Parce qu'il y a des espaces auxquels nous, les femmes, n'avons pas accès, parce qu'il y a des hommes pour qui notre parole résonne différemment de celle de leurs pairs, et parce qu'on a besoin de l'énergie de toutes et tous pour espérer abolir le patriarcat.

RESSOURCES UTILISÉES
DANS LE TRAVAIL AVEC MARTIN

DÉFINITION DU CONSENTEMENT

- « LES CINQ RÈGLES DU CONSENTEMENT », DANS *TU SERAS UN HOMME - FÉMINISTE - MON FILS!* D'AURÉLIA BLANC (P. 164)
- *UN PODCAST À SOI*, « LE PRIX DU SEXE », PODCAST ARTE RADIO (À PARTIR DE 37MIN)
- « FEMMES: NE NOUS CONTENTONS PAS DU CONSENTEMENT, EXPRIMONS NOS DÉSIRS! » SUR LE BLOG *LE JARDIN D'EROS*
- « LES FEMMES, LEURS DÉSIRS, LEUR PLAISIR ET LEUR ORGASME » SUR LE BLOG *SEXISME ET SCIENCES HUMAINES - FÉMINISME*

OBJECTIVATION ET PORNO

- « OBJECTIVATION SEXUELLE ET SUPRÉMATIE MASCULINE », DANS *REFUSER D'ÊTRE UN HOMME*, DE JOHN STOLTENBERG
- « L'OBJECTIVATION SEXUELLE - PARTIE 1: DÉFINITION ET CONCEPTS CLEFS » SUR LE BLOG *SEXISME ET SCIENCES HUMAINES - FÉMINISME*
- « L'OBJECTIVATION SEXUELLE - PARTIE 2: MALE GAZE » SUR LE BLOG *SEXISME ET SCIENCES HUMAINES - FÉMINISME*
- « LE MALE GAZE (REGARD MASCULIN) » SUR LE BLOG *GENRE!*
- *À QUOI RÊVENT LES JEUNES FILLES*, DOCUMENTAIRE D'OVIDIE
- *LES COUILLES SUR LA TABLE*, « JACKIE, MICHEL ET LES AUTRES », PODCAST BINGE AUDIO

VIOLENCES SEXUELLES

- *SEXE SANS CONSENTEMENT*, DOCUMENTAIRE INFRAROUGE
- « INTÉRACTIONS SEXUELLES À COERCITION GRADUELLE » SUR LE BLOG *SEXISME ET SCIENCES HUMAINES - FÉMINISME*
- *LES COUILLES SUR LA TABLE*, « QUI SONT LES VIOLEURS? », PODCAST BINGE AUDIO
- « JE NE VEUX PLUS ÊTRE UN VIOLEUR », SUR *INFOKIOSQUES* (RETIRÉE CAR POLÉMIQUE PUISQUE DONNE LA PAROLE À UN HOMME AYANT COMMIS DES VIOLS)
- « COMBIEN DE FOIS 4 ANS », SUR *INFOKIOSQUES*

PISTES POUR DU BON SEXE

- « VOUS CONNAISSEZ LE CONSENTEMENT? VOICI LA ROUE DU CONSENTEMENT » SUR *RUE89*
- « APPRENDRE LE CONSENTEMENT EN 3 SEMAINES: LE CAHIER DE VACANCES », SUR *INFOKIOSQUES*, ET EN PARTICULIER LES ARTICLES « LES NOMBRES », « DEMANDER, DÉFINIR, ET DES DEVOIRS À LA MAISON », « QU'EST-CE QUE LA SÉCURITÉ? » ET « À CORPS CONSENTANT »
- « LE CONSENTEMENT, 100 QUESTIONS SUR LES INTERACTIONS SEXUELLES » SUR *INFOKIOSQUES*
- *LES COUILLES SUR LA TABLE*, « LES ORGASMES MASCULINS », PODCAST BINGE AUDIO
- *PROGRAMME B*, « L'ENFER DE LA CONTRACEPTION », PODCAST BINGE AUDIO
- *LES COUILLES SUR LA TABLE*, « CONTRACEPTION MASCULINE: AU TOUR DES HOMMES », PODCAST BINGE AUDIO

POUR ALLER PLUS LOIN

- « LES PRINCIPES FONDAMENTAUX », EXTRAIT DE LA BROCHURE « APPRENDRE LE CONSENTEMENT EN 3 SEMAINES » SUR *INFOKIOSQUES*
- « DISCOURS D'ANDREA DWORKIN DEVANT 500 HOMMES » SUR LE BLOG *TRADFEM*
- « CULPABILITÉ PERSONNELLE ET RESPONSABILITÉ COLLECTIVE » DE LÉO THIERS-VIDAL
- *LES COUILLES SUR LA TABLE*, « APRÈS #METOO, CE QUE PEUVENT FAIRE LES HOMMES », PODCAST BINGE AUDIO
- *UN PODCAST À SOI*, « UN AUTRE HOMME EST POSSIBLE », PODCAST ARTE RADIO
- *LES COUILLES SUR LA TABLE*, « LIGUE DU LOL, LA FORCE DU BOYS CLUB », PODCAST BINGE AUDIO
- *UN PODCAST À SOI*, « JUSTICE POUR TOUTES », PODCAST ARTE RADIO

LA NON REMISE EN QUESTION DE LA PAROLE DES VICTIMES: UN POSITIONNEMENT POLITIQUE INDISPENSABLE

Les violences sexuelles commises par des hommes ne sont pas les comportements individuels isolés, mais bien un phénomène systémique, qui est à la fois le résultat du système de domination patriarcale, et un moyen de le faire perdurer et de renforcer son emprise.

Ces violences sont systémiques par leur nombre, et par le fait qu'elles s'immiscent dans la vie des femmes de manière beaucoup plus proche que ce que laissent croire les images véhiculées par la culture du viol (ex du viol commis la nuit sur un parking, par un inconnu armé d'un couteau...).

*EN FINIR AVEC
LA CULTURE
DU VIOL,
NOÉMIE RENARD*

Quelques chiffres pour l'illustrer:

→ en France, on estime qu'entre 38 000 et 120 000 femmes adultes subiraient un rapport forcé ou une tentative de rapport forcé chaque année.

→ plus de 70% des viols ou tentatives de viols sur des femmes l'ont été par un conjoint, un membre de la famille ou un proche.

→ seulement 10% des victimes présentent des blessures physiques graves ou non.

→ entre 25% et 43% des hommes disent avoir perpétré au moins une fois dans leur vie une agression sexuelle ou une pénétration par la contrainte (chiffres qui souffrent certainement de sous-déclarations).

Par ailleurs, les hommes, en tant que classe, tirent avantage des violences sexuelles commises par une partie d'entre eux (Virginie Despentes dit qu'«à chaque fois qu'un mec viole, ça les concerne tous, au sens où c'est leur virilité qui s'assoit là-dessus. Quand ils se trimbalent en ville en maîtres du monde, c'est sur le travail des violeurs qu'il s'appuient»), et le patriarcat met tout en œuvre pour que ces violences sexuelles puissent continuer à être perpétrées, puisqu'elles nourrissent son emprise sur la classe des femmes.

Il en est ainsi de l'ensemble des mécanismes et éléments culturels qui contribuent à véhiculer une image faussée de ce que sont les violences sexuelles. Il en est ainsi du traitement pénal des plaintes déposées par les femmes victimes de violences sexuelles. Il en est ainsi de la stigmatisation dont elles font l'objet, des soupçons de mensonge, des jugements de valeur, des remarques désobligeantes, des injonctions à raconter en détails les faits, en faisant fi de toute pudeur, et au mépris de la souffrance que cela peut générer.

Et ces mécanismes sont particulièrement efficaces: les femmes se taisent le plus souvent. Seulement 5 à 13% des victimes de viol, et 2% des victimes d'agressions sexuelles portent plainte en France.

Au vu de ce constat clinique, le postulat de ne pas contester la parole de la victime, et d'adopter toutes les autres pratiques qui peuvent encourager la libération de la parole des femmes ayant vécu des violences sexuelles, sont des impératifs politiques indispensables pour toute organisation qui entend lutter contre le patriarcat.

Le positionnement de l'homme ayant commis les violences sexuelles ne peut infléchir ce postulat. S'il conteste les faits, cela ne peut être interprété comme le signe (et encore moins la preuve) que la victime mentirait, mais seulement comme révélant une situation complexe (par exemple le fait qu'il n'ait pas perçu le non-consentement, qu'il nie la réalité du vécu de la victime, ou qu'il n'assume pas de porter la responsabilité de ses actes).

Il faut aussi rappeler que les dénonciations « mensongères » de violences sexuelles, même si elles peuvent exister, sont extrêmement rares, tandis que la négation ou la minimisation de la gravité des faits sont des tactiques couramment employées par les hommes accusés de violences sexuelles.

Laisser aux agresseurs la possibilité de remettre en cause la parole de la victime, sous prétexte de la nécessité de prouver la réalité des faits, et d'éviter que survienne une « injustice », à savoir la sanction d'un homme qui n'aurait « rien fait », revient à infliger une nouvelle violence à la femme qui a eu le courage de dénoncer l'agression qu'elle a subi.

C'est aussi rappeler à toutes celles qui se taisent que dénoncer signifierait se mettre en danger. C'est insécuriser encore plus l'ensemble des femmes, qui vivent déjà avec la crainte d'être agressées. C'est, pour toutes, leur signifier qu'elles ne peuvent espérer trouver le soutien et l'écoute dont elles pourraient avoir besoin.

Même s'il existait un risque, infime, de faire une « erreur » en prenant une décision contre un homme qui n'aurait « rien fait », nous devons, tant que nous vivons sous un régime patriarcal, faire le

choix politique de prendre ce risque. Parce que l'autre option, qui consiste à laisser la possibilité de contester la parole de la victime, a des conséquences beaucoup plus larges et désastreuses pour les femmes, et va dans le sens du renforcement de ce système patriarcal, ce qui est contraire à notre idéal politique.

EN FINIR AVEC
LA CULTURE
DU VIOL,
NOÉMIE RENARD

COLOPHON

MISE EN PAGE : HÉLÈNE BUREL

TYPOGRAPHIES : IOWAN OLD STYLE

HK GROTESK

EASY ROUNDED

PUBLICATION : OCTOBRE 2020

CONTACT : ANO-NYME@POSTEO.NET

